

## L'Autrement dit

6 octobre 2009

Dans un article paru sur le site *Dedefensa* [1], Philippe Grasset évoque la notion de “*tædium vitae*”, expression latine que l’on doit au philosophe stoïcien Sénèque le Jeune et qui désigna, « *dans les temps de basses eaux de l’Empire [l’Empire romain], le “dégoût de la vie” qui s’empara de la plus grande ambition politique et culturelle que la terre ait portée jusqu’alors.* » L’expression peut être utilisée comme un synonyme de mélancolie, mal de vivre, lassitude ou encore du spleen qui fut si cher aux romantiques.

Considérant ce qu’on pourrait appeler “l’état d’esprit général de la civilisation occidentale”, Grasset pose ainsi la question de l’actualité de cet état, de sa pertinence à rendre compte d’un des effets de la situation actuelle, se demandant si le *tædium vitae* ne serait pas « *ce qui s’est emparé de l’Occident au sommet de la puissance d’une civilisation qui n’a plus de sens ?* »

La question du sens, qui traversa il est vrai les époques – « *Il y a longtemps qu’existe ce sentiment de l’absence de sens en Occident, tant d’artistes et d’écrivains, tant d’historiens et de moralistes l’ont exprimé durant les deux derniers siècles* » –, mérite aujourd’hui encore, peut-être même plus que jamais d’être posée – « *Aujourd’hui, nous l’expérimentons in vivo, nous expérimentons la tragédie de l’absence de sens fichée dans le cœur même de notre psychologie* » – à l’heure où l’air du temps révèle chaque jour son nihilisme, où la marche du monde dépend du renflouement d’un système financier nécrophage et destructeur, où des guerres sont menées sans plus vraiment savoir pourquoi on les mène (voire par exemple, sur le même site *Dedefensa*, les différents articles qui concernent l’Afghanistan), où nombre de salariés doivent mettre en œuvre des trésors d’imagination pour se convaincre que leur labeur quotidien, qui mobilise leur personne tout entière, une part importante de leur vie et certainement la majorité de leur énergie, et qui peut consister à fabriquer des emballages pour gâteaux secs, traduire des notices de montages de meubles suédois ou déverser dans la nature une part non négligeable de leur production laitière pour préserver l’équilibre du marché est une activité fondamentale, intrinsèquement porteuse d’un sens profond et propre à justifier l’ensemble des sacrifices consentis. Cette question du sens, tout comme le “dégoût de la vie” d’ordre général qui en résulte se trouvant cette fois amplifiée par l’état d’une civilisation arrivée au sommet de sa puissance, qui amène Grasset à s’interroger : « *comment imaginer qu’une psychologie collective puisse résister bien longtemps à cet amalgame insupportable d’excès de puissance et d’absence de sens ?* » Les téléphones sans fil high tech, les

avions sans pilote *predator* et l'environnement hautement technologique de la plupart des activités humaines témoignent de l'excès de puissance en question. Et c'est justement là que la psychologie trouve matière à résister, par le biais du processus d'évitement ainsi décrit : « *notre tedium vitae semble se manifester sous une forme si pernicieuse, où la conscience elle-même ne mesure plus le dégoût de la vie où elle est plongée, continuant à le dissimuler sous les artifices que sa puissance technologique lui permet de disposer, comme d'une drogue mécanique à la mesure d'un univers.* » C'est bien sur cette base, celle de la techno-puissance, que s'est développée la puissance communicationnelle aujourd'hui dévorante, qui permet l'écran de fumée de cette "drogue mécanique" et en facilite la contagion. Le résultat étant ce que l'auteur, s'appuyant sur un texte du journaliste et écrivain américain Neal Gabler [2], dépeint comme « *la situation d'une humanité, d'une civilisation enfermée dans une machine, – dans un système, pardieu, – qui la paralyse peu à peu, c'est-à-dire de plus en plus vite aujourd'hui, lui inoculant une sorte de poison de la volonté, pour qu'elle finisse par mourir complètement paralysée.* »

Le *tedium vitae*, ce "dégoût de la vie", mènerait donc à la paralysie. Si l'on passe d'un niveau "macro" à un niveau "micro", le phénomène ainsi évoqué comme soubassement de la civilisation occidentale peut alors faire penser à cette forme d'abatement, de résignation individuelle si régulièrement constatée face à l'injustice ou la violence d'une société et d'un système qu'on subit, parfois même qu'on réprouve totalement mais auquel on se résigne par faute de "pouvoir y changer quoi que ce soit". Le sentiment d'impuissance ainsi répandu, l'inconfort de la situation psychologie qui en résulte et les stratégies d'évitement mises en jeu pour s'en accommoder ne sont pas sans rapport avec la prolifération de la trop fameuse "dépression", évoquée quant à elle comme "la maladie du siècle". Une maladie particulière, qui hormis les cas dont le déclencheur est un événement traumatique (ou une situation personnelle ou familiale singulièrement douloureuse) se résume à interpréter le mal être comme le signe d'une incapacité à s'adapter au monde, et aborder cette incapacité sous l'angle prioritairement thérapeutique. C'est alors le sujet et son inadaptation qui sont remis en question, jamais le monde auquel il faudrait s'adapter. On peut comprendre ici les questionnements dont la méthode exonère, le côté pratique de la démarche, pour qui retirerait quelques satisfactions de l'ordre des choses...

L'une des caractéristiques de la maladie – et non des moindres – est également son aspect "boule de neige", sa tendance à s'auto-alimenter, résultant des moyens d'interventions thérapeutiques utilisés (anxiolytiques, neurodépresseurs...) et qui peuvent rapidement créer un véritable état de dépendance. On risque alors de tomber dans une sorte de cercle vicieux, un engrenage qui donne la curieuse impression qu'au final, à partir d'un mal être de départ, a fini par se développer une maladie pour ainsi dire *autonome*, capable de se prolonger par elle-même. Un genre de maladie un peu particulier, où l'on risque d'être réellement malade à partir du moment où l'on commence à se soigner.

Pourtant, pour peu qu'on soit capable d'un changement de perspective, le "mal être dépressif" peut mener à tout autre chose. Il peut même se révéler riche de potentialités inattendues, si l'on considère la fragilité alors exprimée non comme une maladie à

guérir, mais comme un *état à interroger*. D'ailleurs, pour l'avoir moi-même "expérimenté", je peux témoigner de l'opportunité et de la chance que cet état peut aussi représenter, m'ayant par exemple permis, à une période pour moi décisive [3], de prendre pleinement conscience de « *l'impression d'insignifiance, la sensation de faire semblant qui était la mienne, celle de tenir un rôle pour lequel je sentais – d'abord confusément, puis de plus en plus nettement – que je n'étais pas fait. Vivant alors en interdit de l'essentiel, à la fois acteur et victime d'une imposture quotidienne, qui me tenait à distance de mon désir, du sensible, du sens. De ma singularité, de ma solitude et donc obligatoirement des autres. Bref ces trésors que j'avais refoulés, négligés par indigence bien plus que par la force des choses et qui se manifestaient à moi comme une forme de plus en plus pressante de présence intérieure, un rappel de ce qui se tenait là mais dont j'étais coupé ; ce qui se tenait là, en moi, sans que je l'habite vraiment.* »

Cette phase, qui fut pour ma part un véritable tournant, déboucha sur la prise de conscience de choses fondamentales et d'éléments de vie essentiels. L'état de mal être, la fragilité qui l'accompagne, le sentiment de pression intérieure, ce que ce sentiment peut révéler de sensible et vivace : tout ceci est bel et bien susceptible d'avoir un effet puissamment libérateur. Le questionnement qui en découle ne débouchant pas cette fois sur la stigmatisation de l'incapacité du sujet à s'adapter, mais bien sur la remise en question de son rapport à soi, de son rapport au monde et du monde en lui-même.

Ce phénomène, on en retrouve la trace dans le premier chapitre (ou "cercle") de *L'insurrection qui vient* [4], où les auteurs abordent la question de l'individualisation ou personnalisation de masse : « *La maladie, la fatigue, la dépression, peuvent être prisent comme les symptômes individuels de ce dont il faut guérir. Elles travaillent alors au maintien de l'ordre existant, à mon ajustement docile à des normes débiles, à la modernisation de mes béquilles. Elles recouvrent la sélection en moi des penchants opportuns, conformes, productifs, et de ceux dont il va falloir faire gentiment le deuil. "Il faut savoir changer, tu sais." Mais, prises comme faits, mes défaillances [...] deviennent alors actes de résistance dans la guerre en cours. Elles deviennent rébellion et centres d'énergie contre tout ce qui conspire à nous normaliser, à nous amputer.* » Ainsi considérées sous un angle différent, les défaillances ne sont plus entraves mais centres d'énergie, qui peuvent dès lors ouvrir sur des possibilités nouvelles : « *Contrairement à ce que l'on nous répète depuis l'enfance, l'intelligence, ce n'est pas de savoir s'adapter – ou si c'est une intelligence, c'est celle des esclaves. Notre inadaptation, notre fatigue ne sont des problèmes que du point de vue de ce qui veut nous soumettre. Elles indiquent plutôt un point de départ, un point de jonction pour des complicités inédites.* » Fin de la résignation et de l'adaptation à tout prix, début du grand chambardement et de la remise en question ; les défaillances devenant ainsi sources de résistance, points d'appui pour les changements à venir.

Alors, la dépression comme geste révolutionnaire ? L'hypothèse paraît séduisante, pour qui se rêve en leader maximo des lendemains qui swingent, tant le bataillon des "martyres du Lexomil" ne cesse de grossir. Dépressifs de tous pays, unissez-vous ! Imaginons un instant que les plaquettes d'antidépresseurs se transforment demain en raisins de la colère : le bataillon risque de retrouver un peu de sa vigueur, et ça devrait ruer plutôt costaud dans les brancards !

Plus certainement, comme on peut voir dans la dépression les signes de l'opportunité de se rendre à soi-même, il est possible de voir dans cette opportunité la promesse d'un élan, et dans cette forme de traduction macro du sentiment dépressif qu'est le "taedium vitae" l'éventualité d'un frémissement. Ainsi Philippe Grasset note-t-il que dans la situation « *absolument terrifiante* » qui est celle de la civilisation Occidentale – civilisation enfermée dans un système, qui se paralyse peu à peu, jusqu'à risquer de mourir dans une paralysie complète – le « *taedium vitae effectivement ressenti comme tel, s'il l'était, deviendrait presque un moindre mal parce qu'il s'agirait au moins d'une manifestation de la conscience.* » Manifestation qui a défaut d'être en elle-même salvatrice, pourrait être un premier pas vers la fin de la léthargie ; l'auteur s'appuyant de nouveau sur le texte de Gabler pour rappeler les temps « *presque "bénis"* » de la Grande Dépression étatsunienne, où « *les citoyens, au moins, avaient conscience de leur souffrance et de leurs maux, et l'on pouvait ainsi espérer les éveiller de leur sommeil de mort, leur taedium vitae, pour ressusciter le goût de la volonté de vivre.* »

[1] [http://www.dedefensa.org/article-taedium\\_vitae\\_usa\\_22\\_07\\_2009.html](http://www.dedefensa.org/article-taedium_vitae_usa_22_07_2009.html)

[2] « *Hope, Caught Up in a Sea of Obstruction* », paru dans le *Boston Globe* du 21 juillet 2009. D'ailleurs, si le taedium vitae refoulé concerne bien la civilisation occidentale dans son ensemble, Grasset précise que c'est certainement aux USA que ce phénomène est le plus présent : « *Bien sûr, parce que les USA sont en avance sur tout, et parce qu'ils sont par essence le pays de la volonté de modernité et peut-être (c'est notre conviction) d'une essence différente à cet égard, c'est chez eux que se manifeste le plus vivement, le plus mortellement, cette pathologie vécue inconsciemment.* »

[3] L'extrait qui suit est tiré de *L'autrement dit* du 2 août 2009. On peut aussi se reporter au texte du 2 février, en rapport également avec cette période.

[4] Comité invisible, *L'insurrection qui vient*, éditions La fabrique, mars 2007.

## 2 août 2009

J'aimerais pointer le lien qui existe entre deux textes présentés dans *L'Autrement dit* : celui abordant le rapport entre les événements du début de l'année en Guadeloupe et les émeutes en banlieues de 2005, par l'évocation du livre de Mehdi Belhaj Kacem *La psychose française*, et celui où j'évoque le cheminement personnel qui m'amena au pas de côté existentiel qui depuis lors est le mien (textes du 7 mars et 2 février 2009).

Dans le premier, il est essentiellement question de la structure du ban, mis en avant et exposé à la fois par les émeutes en banlieues et les mouvements sociaux aux Antilles. Le ban ne voulant pas signifier ce qui est exclu ou mis au dehors de la communauté, mais ce qui est à la fois à l'intérieur et à l'extérieur, en-dehors et au-dedans. Le bandit constituant la figure fondamentale du ban, « *exclu de la communauté des hommes tout en y étant lié sur le mode même de cette exclusion* », « *décrété hors la loi, en dehors de la loi, mais qui est, en même temps, capturé dans le dispositif qui le bannit* ». Le citoyen, dans la forme de démocratie faussaire qui est la nôtre (qui est la nôtre ?) en étant un parfait exemple : « *c'est alors le citoyen et le peuple qu'il compose qu'on repousse au ban. Toujours manipulée, au besoin négligée, sa voix ne compte plus. Pour qu'on ne l'entende pas, il suffit qu'on ne veuille pas l'entendre. Or pourtant il est là. A la fois maintenu sous influence et ignoré. A l'intérieur et à l'extérieur. Inclus et exclu. Citoyen sacer. Homme du ban.* »

Dans l'autre texte j'évoquais les circonstances des choix qui ont été les miens, et qui m'ont poussé à désertier le monde du travail, à me remettre de fond en comble en question. L'impression d'insignifiance, la sensation de faire semblant qui était la mienne, celle de tenir un rôle pour lequel je sentais – d'abord confusément, puis de plus en plus nettement – que je n'étais pas fait. Vivant alors en interdit de l'essentiel, à la fois acteur et victime d'une imposture quotidienne, qui me tenait à distance de mon désir, du sensible, du sens. De ma singularité, de ma solitude et donc obligatoirement des autres. Bref ces trésors que j'avais refoulés, négligés par indigence bien plus que par la force des choses et qui se manifestaient à moi comme une forme de plus en plus pressante de présence intérieure, un rappel de ce qui se tenait là mais dont j'étais coupé ; ce qui se tenait là, en moi, sans que je l'habite vraiment.

D'où ce sentiment de mutilation, qui m'assiégeait en continu. Et la conscience aiguë du *pays intérieur* auquel ce sentiment me liait. La sensation d'en être à la fois proche et tenu à distance. Résident et étranger. Familier et interdit. A l'intérieur et à l'extérieur. Relégué *au ban*.

Ce lien entre "ban sociétal" et "ban de soi" se trouve aussi en partie illustré par Jean Sur – auteur dont il a déjà été question ici, et dont il sera à coup sûr encore question – dans ces lignes tirées de son livre *68 Forever* : « *Quel sociologue un jour, entre une tour et une barre, aura soudain, hors contrat, hors colloque, hors science, l'intuition fulgurante que la banlieue, c'est lui, qu'il est, tout comme un autre, un écarté des choses premières, un empêché des réalités fondamentales ? "Les quartiers", dit-on désormais avec encore plus d'envie que de pitié, comme si le fait d'avoir été repérés et tellement commentés leur conférerait une noblesse universitaire et médiatique. Ne voit-on pas que les lourdes frontières du béton n'entourent qu'une subdivision, qu'un cas particulier d'une société tout entière jetée hors d'elle-même, enfermée dehors, promenée dans les cours carcérales de l'image ?* »

26 juin 2009

Dans l'avant-propos au recueil "*A c'qu'i paraît*", j'écrivais ceci : « *Ces textes, que j'imagine mis en voix, je les imagine aussi pour la plupart mis en musique. Parce que mon écriture "tire" vers la chanson. Que la poésie, celle qui me parle, celle qui me plaît, c'est plus volontiers dans la chanson que je la trouve ; elle qui me la donne à entendre, aussi bien d'ailleurs qu'elle me la donne à lire. Pour autant je ne considère pas ces textes comme des textes de chansons. Ils ne le deviendront que le jour où effectivement, ils se verront chantés. Jusqu'ici ce sont des textes, versifiés/rimés, dont le regroupement dans un "recueil 15 titres" et l'édition sous un format livret Cd ont justement pour but de refléter le caractère hybride.* »

Dans mon esprit, ces textes ne sont pas des textes de chansons. Pas plus d'ailleurs qu'ils ne sont des poèmes. C'est même pour moi d'une évidence totale.

Cette évidence n'est pourtant pas toujours partagée. Surtout lorsque j'ai à faire à des amateurs de chansons, des purs, des durs, des vrais de vrais. Des "spécialistes". Eux qui ont tendance à me les amputer, à les lire comme s'il leur manquait quelque-chose, à savoir une interprétation et une mélodie, les recevant comme des objets incomplets, inaboutis, pour ainsi dire "pas finis". Au contraire des autres, des non spécialistes, qui même si je les présente comme des textes "peut-être" à chanter les prennent plus facilement pour ce qu'ils sont, c'est-à-dire des textes accessibles à la lecture, comme ça, directement. Des textes qui tiennent seuls et debout sur la page. Peut-être à chanter, mais avant tout *à lire*.\*

Or s'ils ne sont pas des textes de chansons, ils s'en inspirent quand même beaucoup. J'ai compris depuis longtemps que le versifié/rimé serait mon terrain de prédilection, qu'il y avait là quelque chose qui me correspondait tout à fait, une invitation au rythme propre à soutenir la petite musique qui me trotte dans la tête. Mon écriture tendant en effet naturellement vers la chanson, s'en approchant d'elle-même, pour s'affirmer et s'épanouir en quelque sorte dans sa "périphérie".

C'est donc bien par le biais de l'écriture que je me suis intéressé à la chanson. Et j'ai trouvé là des façons particulières de manier et triturer les mots. J'ai rencontré des plumes, des auteurs qui m'ont parlé. Des influences, qui ont commencé à m'éclairer sur mon chemin d'écriture. Des "phares", que je me suis mis à lire et écouter assidûment. En particulier cinq d'entre eux : Ferré, Brassens, Caussimon, Dimey, Lепrest. Mon Panthéon perso, des tout bons, des tout grands. Ma petite clique à moi, dont les textes sont devenus la matière principale de mes petites études. Mais sans jamais les disséquer, juste en les écoutant, les lisant et m'en imprégnant un maximum\*\*. Je m'appliquais à les recevoir, pleinement, à en ressentir toute la moelle. Ainsi j'apprenais l'image, la distance, le rythme. J'étudiais patiemment, avec eux, à travers eux. Je les fréquentais avec enthousiasme, leurs textes accompagnant mon apprentissage, le talent s'élevant en cours magistral et le plaisir en master class ! Et puis

bien sûr j'écrivais, de plus en plus souvent, avec de plus en plus d'ardeur et d'exigence. Me frottant à mon tour aux mots, écrivant, tâtonnant, raturant, corrigeant, jetant. Découvrant et apprenant ainsi beaucoup et par moi-même.

Dès lors centrée sur le versifié/rimé, mon écriture se fit de plus en plus assurée. Jusqu'à développer en la matière une forme de savoir-faire artisanal, apprentissage qui s'est fait en parallèle au reste, au déroulement de la vie et à l'évolution de la personne. Evolution qui m'amena à interroger bien des choses, dont justement mon rapport à l'écriture : pourquoi écrire ? Quelle place occupe pour moi l'écriture ? Quel est réellement son rôle ? Questions qui m'amènèrent alors à toucher un point essentiel : s'il est normal, peut-être même inévitable d'avoir des influences, il est également fondamental de savoir à un moment s'en affranchir. Car c'est là le propre des "phares" : ils ne peuvent vous éclairer que si, à un moment ou à un autre, vous savez leur tourner le dos. Sinon vous leur faites toujours face, et là au contraire ils vous aveuglent. Plus grave encore : sans leur tourner le dos, ce n'est pas votre chemin d'écriture qui se trouve face à vous, mais *le leur*.

Alors voilà, j'ai tourné les talons. Salut les gars, respect, merci pour tout et à bientôt ! Evidemment je continue à les apprécier, les lire et à les écouter. Comme d'ailleurs je continue d'apprendre. Mais aujourd'hui, j'apprends surtout de l'écriture même. Ce qu'elle m'amène à questionner, ce à quoi elle m'engage et qu'elle me permet d'exprimer. Je cherche à libérer ma voix, l'écriture participant en premier lieu de cette libération. Et si grâce à ces auteurs je me suis en quelque sorte « éduqué », c'est alors de la seule éducation qui vaille : celle qui porte, qui libère et a avant tout pour but de rendre à soi-même.

Bien sûr, ils sont ou ont été des auteurs de chansons. Bien sûr, j'ai l'envie que mes textes soient portés. Qu'ils soient interprétés. Mais chansons ? Pas chansons ? Sur le fond je m'en cogne ! Rimés, versifiés, ils sont ce qu'ils sont : des textes qui répondent au rapport particulier que j'entretiens à l'écriture. Des textes qui ont pour ambition de dire autant que donner à sentir. Des points de rencontre, des invitations au partage. Nés du besoin d'interroger mon rapport au monde, aux autres et à moi-même. Comme du désir certain d'en témoigner.

\* Parmi ceux que j'appelle les "spécialistes" chanson il y a bien sûr des exceptions, et des notables. Comme entre autres les auteurs, qui généralement les reçoivent aussi plus facilement, se rendant naturellement plus disponibles à leur lecture, sûrement pour ce qu'ils reconnaissent du travail sous-jacent et de l'artisanat de plume qu'ils pratiquent eux-mêmes.

\*\* Et sans jamais non plus les vénérer ! Il n'y a rien qui me gonfle plus que les réactions effarouchées de leurs admirateurs, sitôt qu'on ose un tant soit peu les critiquer. Alors qu'au moins deux d'entre eux (Brassens et Ferré) se présentaient en anars convaincus, qu'on se presse pourtant d'ériger en monuments. Pire encore : en institutions ! Alors gaffe. Bas les pattes et pas touche aux idoles. Critique interdite,

déférence obligée, consensus imposé : à ce rythme-là, il n'y aura bientôt plus que les pigeons pour chier sur les cathédrales.

23 avril 2009

La référence historique a parfois du bon. Surtout lorsqu'elle est instructive, éclairante et en même temps amusante. Celle récemment proposée par Bernard Langlois\* m'a par exemple amusé. Où il est question d'une analogie entre les quelques députés (exactement 21 sur les 36 présents, 15 ayant voté pour) qui ont réussi à provoquer le rejet du projet de loi Création et Internet (ou "Hadopi"), et l'assassinat du duc de Guise. Puisque « *à l'instar des mignons d'Henri III embusqués derrière les rideaux de la chambre royale, dague au poing, c'est derrière ceux de la chambre des députés qu'étaient planqués les élus socialistes, prêts à bondir dans l'hémicycle pour y assassiner un projet réputé lui-même criminel.* »

Certes, la chose fut pour le duc irrémédiable, alors que le projet de loi devrait lui ressusciter d'ici la fin du mois. N'empêche, le lien m'a amusé. Et comme le rappelle Bernard Langlois : « *Quel est déjà ce barbu célèbre qui disait que les tragédies de l'histoire ont tendance à se répéter en farce ?* »

Niveau farce, l'époque n'est pas pingre. Dans un billet titré « D.A.F de Sade, Julien Coupat et le juge Fragnoli » \*\*, Claude Guillon fait à son tour le lien entre le marquis de Sade (Donatien Aldonze François) emprisonné et tentant convulsivement de deviner la date de sa libération par l'interprétation des signes, et le juge antiterroriste Thierry Fragnoli.

En effet, Sade fut emprisonné pendant de nombreuses années, entre autres à la Bastille et au Donjon de Vincennes. Il le fut « *par lettre de cachet, donc soumis au seul bon vouloir des gens (la famille de sa femme) qui ont obtenu son incarcération. Point de garanties bourgeoises, il est un peu tôt dans le siècle ! Ni jugement ni durée connue de la détention. Le terme, qui sera la hantise des locataires (c'est le jour où ils doivent payer le loyer) est l'obsession de Sade.* » Cette obsession le menait à interpréter divers signes et signaux, comme le nombre de lignes ou l'ordre des mots d'une lettre de sa femme, censés le renseigner sur sa date de libération. Par exemple, en 1779 et écrit de la main même du marquis : « *Le 28 mars [le commandant de Vincennes] m'envoya emprunter 6 bougies de nuit ; et le 6 avril, 6 autres, dont je ne prêtai que 4. Le jeudi 6 janvier, au bout de 9 mois de l'emprunt des bougies, le même jour positivement, on m'en rendit 25 au lieu de 10 que j'avais prêtées, ce qui semblait désigner bien positivement encore 9 mois de prison, arrivant à 25 en tout.* » Ou encore en 1781, toujours de sa main : « *Le jour de ma sortie est le 7 février ou [17]82 ou [17]84 [...] ; le détestable et imbécile jeu de mots est le nom du saint de ce jour, qui se trouve être Saint-Amant, et comme dans "février" on trouve "Fèvre", vous*

*avez lié le nom de ce polisson aux chiffres 5 et 7. Et de là votre jeu de mots, aussi plat que bête, que ma sortie étant au bout de 5 ans (ou 57 mois), le jour de Saint-Amant, 7 février, Lefèvre [ancien secrétaire de Sade, employé par la famille de sa femme] lié au 7 et 5 était votre amant. »*

Au regard de cette distorsion mentale, le rapport entre Sade, Julien Coupat et Thierry Fragnoli peut sembler à ce stade plus que flou. Il se précise pourtant à la lecture de cet extrait du dossier d'instruction de l'affaire de Tarnac, cité par Karl Laske dans Libération du 16 avril 2009 : « *Les dates du 25 octobre et du 7 novembre ne sont pas si anodines qu'elles paraissent puisque chacun sait que c'est le 25 octobre (dans le calendrier julien [sic]) qu'a eu lieu ce que l'Histoire a retenu sous le nom de l'insurrection de Petrograd, élément fondateur de la révolution russe qui éclate en 1917 dirigée par Léon Trotski, et ayant pour objectif des points stratégiques tels que notamment les ponts et les gares. Cette même nuit du 25 au 26 octobre (soit du 7 au 8 novembre 1917 en calendrier grégorien), le palais d'Hiver était pris par les insurgés. Or précisément, il est fait illusion à cet épisode historique dans "L'insurrection qui vient". Page 118 : "Les moment de grand retournement : 10 août 1792, 18 mars 1871, octobre 1917" [octobre 1917 est souligné par le juge, écrit K. Laske]. Page 121 : "Il y a bien encore des palais d'Hiver". On pourrait presque en déduire que le choix de ces dates du 25 octobre et du 7 novembre par les auteurs de dégradations des lignes TGV est à lui seul un symbole, voire un hommage, pour ne pas dire un message s'inscrivant dans la même veine que "L'insurrection qui vient". »*

Voilà, on en est là. Edifiant, non ? Moi j'en tremble. Non seulement parce que, comme le rappelle justement Guillon, si l'analogie de méthode est frappante, « *ça n'est pas le prisonnier Julien Coupat, en détention provisoire depuis cinq mois à l'heure où j'écris ces lignes [lundi 20 avril], et ignorant la date de sa libération, qui se livre à l'analyse des "signaux" supposés communs au livre "L'insurrection qui vient" et aux dégradations de caténaires sur des voies TGV, c'est le magistrat instructeur ! Voilà qui n'est pas un mince retournement de situation. »* Mais surtout parce que je suis né le 24 mars 1971. Qu'on retrouve donc dans mon année de naissance les chiffres 1 (répété deux fois), 9 et 7. Or si on additionne les chiffres de mon jour de naissance (2 et 4) et celui du mois (3 pour mars), on obtient 9 (2 + 4 + 3). Si l'on retranche à ce résultat l'un des 1 en double qui composent mon année de naissance, on obtient le chiffre 8. Qui si on l'associe aux 3 chiffres restants de mon année de naissance, à savoir 9, 7 et 1 non doublé, donne la série 1,9,7 et 8. Série qui permet de composer le nombre... 1789 !

Enfer, horreur et damnation : me voilà révolutionnaire en puissance ! Les faits sont là, les chiffres aussi. La preuve de mon caractère dangereusement subversif est établie. Une simple lecture de ma carte d'identité, un décryptage sommaire de mon numéro de sécu suffisent à me confondre. Ma nature profonde est dévoilée, le tout sans même qu'il soit nécessaire de faire appel au calendrier grégorien ou julien !

Autant me rendre à l'évidence : les éléments m'accablent, le dossier est chargé, l'affaire est bouclée. J'attends l'assaut, la SDAT \*\*\*, les CRS et les blindés.

\* <http://www.politis.fr/article6747.html>

\*\* [http://www.claudeguillon.internetdown.org/article.php3?id\\_article=255](http://www.claudeguillon.internetdown.org/article.php3?id_article=255)

\*\*\* SDAT : Sous-Direction Anti-Terroriste

7 mars 2009

*Violences à Fort-de-France !*

Voilà le premier titre qu'il m'a été donné de lire à-propos du mouvement social en Martinique, presque trois semaines après son début. Jusque-là, rien ou pas grand chose. Ce *Violences à Fort-de-France* ne faisait que s'ajouter à la litanie des *Nuit incendiaire à Pointe-à-Pitre*, *Troubles aux Antilles* ou *Emeutes en Guadeloupe*, dont la presse nationale ne manquait pas cette fois de nous abreuer depuis quelques temps déjà. Focalisant sur les désordres, les barricades et les pillages. Au lieu de s'intéresser réellement aux origines du problème. Pour finir par s'y résoudre, contrainte et forcée par la pression des événements, de leurs acteurs et leurs divers relais d'opinions.

On préférerait donc, prioritairement, du moins dans un premier temps, parler des violences plutôt que du mouvement lui-même, parler des émeutes plutôt que de leurs origines et des fondements de la colère, du blocage de l'activité économique guadeloupéenne et des difficultés qui ne manqueraient pas d'en résulter plutôt que des revendications des grévistes. Stigmatiser les effets plutôt qu'analyser les causes. S'en tenir autant que possible à ceux-ci. Comme on réduirait l'invention du moteur à explosion à l'impact des émissions de CO2 sur le réchauffement climatique. Ou la destruction du pont de la rivière Kwai à ses conséquences désastreuses sur la fluidité des transports. Une manière de rétrécir le champ. De fustiger par omission. Une vision sélective, au service d'une information qui se dit "objective". Mais qui vise avant tout à porter sur les faits l'éclairage *qui convient*. C'est-à-dire le plus à même d'ouvrir la brèche à l'analyse *à charge*.

Bref, une ficelle aussi grosse que courante. Du déjà vu. Rien de bien neuf.

Pourtant, si je n'étais pas dupe (comment l'être ?) du stratagème communicationnel (beurk !), ce qui s'est passé en Guadeloupe m'a donné le goût de relire *La psychose française* \* (sous-titré *Les banlieues : le ban de la République*) de Mehdi Belhaj Kacem, où l'auteur apporte son éclairage sur les émeutes urbaines survenues en France en octobre et novembre 2005.

Dès les premières pages, il met précisément l'accent sur l'un des aspects particuliers de l'émeute : *« En dehors des réactions massivement “de droite” aux événements, on a vu même les extrêmes gauches parlementaires, après un temps de silence coïncidant avec la stupeur des événements, les condamner au nom de la vertueuse “conscience politique” dont les responsables des troubles étaient, selon eux, parfaitement démunis. [...] Le point crucial est le suivant : si cette conscience politique avait été, si peu que ce soit, présente dans ces émeutes, elles auraient revêtu la dimension politique d'une insurrection. Une insurrection sans politique, ce n'est “qu'un” ensemble d'émeutes invertébrées ; et pourtant, l'ampleur des conséquences de ces émeutes a bien été politique, ce qui n'est presque jamais le cas des émeutes, mais seulement des insurrections. »*

L'absence de dimension politique est donc l'un des éléments caractéristiques de l'émeute. On voit bien l'intérêt du focus médiatique évoqué plus haut, qui consiste à insister sur les troubles plutôt que sur leurs raisons : ce prisme permet justement d'en atténuer la dimension politique, de les présenter sous l'angle du chaos, d'en donner en premier lieu une image déformée, qui tient moins du mouvement social que de l'émeute. Mais si la politique a déserté l'émeute, si elle n'en guide ni le mouvement ni la dynamique, cela ne veut pas dire pour autant qu'elle est totalement étrangère à ses origines. L'aspect social fut bien évidemment prépondérant dans l'apparition, pour spontanées qu'elles soient, des émeutes en banlieues. Or, même cet aspect-là, Sarkozy, à l'époque Ministre de l'Intérieur, s'attacha à le dénier, brossant publiquement le portrait d'émeutiers dans la grande majorité délinquants et déjà flanqués de casiers judiciaires. L'auteur note à ce propos : *« Il y a seulement quelques années, ce ministre, ni nul autre homme politique à part Le Pen, n'aurait pu simplement dire : il n'y a, en banlieue, ni problème de chômage, ni de misère, ni d'abandon scolaire : il ne s'y trouve que des problèmes de délinquance. Maintenant, il le peut. Voilà qui nous fait tâter le vrai pouls de notre démocratie ».*

Belhaj Kacem pointe d'ailleurs le climat particulier dans lequel les émeutes sont survenues : celui d'une radicalisation de la “droite classique”, forme d'aboutissement d'une période où l'extrême droite, qui ne peut plus prétendre au pouvoir pour *« des raisons historiques transparentes »*, en est malgré tout venue à *« donner le ton, et à arbitrer la vie politique française de plus en plus visiblement »*, jusqu'à l'émergence de la “droite extrême”, avatar de ce processus de radicalisation de la droite et définie comme *« une extrême droite obéissant aux règles du jeu démocratique »*. Le tout débouchant sur le constat que *« c'est la première fois, depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, que la France est aussi à droite »*.

A tribord toute ! Véritable déclencheur du mouvement tectonique, la présidentielle de 2002 est passée par là, libérant la voie à ce qu'on appelle dès lors et pudiquement la “droite décomplexée”. Le décor est planté, le film des événements peut ainsi se dérouler : Sarko vient rouler des bécanes en banlieue. Copieusement hué, il balance de la “racaille” en retour. Peu de temps après, deux jeunes se font courser par la police et meurent électrocutés. La situation s'embrase, le tout sur fond de malaise social et de nettoyage au “Kärcher”.

L'auteur propose ici un détour par la pensée du philosophe italien Giorgio Agamben, et l'évocation de celui qu'il appelle l'*homo sacer*, littéralement traduit par “l'homme qui est mort”. Citant Agamben : *« Observons à présent la vie de l'homo sacer, ou celle à plusieurs*

*égards semblable, du bandit [...]. Il a été exclu de la communauté religieuse et de toute vie politique : il ne peut participer aux rites de sa "gens", ni (s'il a été déclaré "infamis" et "intestabilis") accomplir aucun acte juridique valable. En outre, comme n'importe qui peut le tuer sans commettre d'homicide, son existence entière se réduit à une vie nue dépouillée de tout droit, qu'il ne peut sauver qu'en fuyant sans cesse ou en trouvant refuge dans un pays étranger. Toutefois, précisément en ce qu'il est exposé à chaque instant à une menace inconditionnée de mort, il est perpétuellement en rapport avec le pouvoir qui l'a banni. [...] En ce sens, comme le savent les exilés et les bandits, aucune vie n'est plus "politique" que la sienne ».*

Le bandit n'est donc pas celui qui est exclu de la communauté, mais « l'homme qui est décrété hors la loi, en dehors de la loi, mais qui est, en même temps, capturé dans le dispositif qui le bannit ». Il en est à la fois à l'intérieur et à l'extérieur. Le bandit (ban-dit) incarne alors « la structure fondamentale du ban, où on est exclu de la communauté des hommes tout en y étant lié sur le mode même de cette exclusion ». Belhaj Kacem note ici une résonance singulière avec la situation des banlieues. Citant de nouveau Agamben : « Le ban est essentiellement le pouvoir de remettre quelque chose à soi-même, c'est-à-dire le pouvoir de rester en relation avec un présupposé hors-relation. Ce qui a été mis au ban est restitué à sa propre séparation et, en même temps, livré à la merci de qui l'abandonne : il est à la fois exclu et inclus, relâché et en même temps capturé ».

Banlieues. Ban-lieux. Elles font écho à la définition du ban donnée par Agamben, des lieux "rendus à eux-mêmes", "à-ban-donnés", où le sentiment d'exclusion sociale s'est d'ailleurs très largement développé, en parallèle à des persécutions policières rarement démenties, pour ne pas dire quotidiennes, et qui marquent "le pouvoir de rester en relation avec un présupposé hors relation". Ce qui est aussi, par extension, le lot de tous ceux qu'on considère à la marge de la société, mais qui ont généralement bien plus souvent à faire avec elle et son bras policier que toute personne raisonnablement et convenablement insérée.

Ainsi, les banlieues sont les lieux du ban, et les émeutes le résultat de leur soulèvement. Celui de l'*homo sacer*, "l'homme qui est mort", et qui autorise Belhaj Kacem à écrire : « Il n'est donc pas faux de fantasmer dans les émeutes de banlieues quelque chose qui renvoie au vidéoclip de Thriller de Michael Jackson, où les morts se réveillent de leurs tombes : les images des émeutiers, dans la Nuit et les fumigènes, sont ces êtres "déjà morts" de leur vivant, qui se réveillent pourtant pour faire régner la Terreur dans la Cité qui les a bannis ».

Or le fantasme n'appartient pas à l'auteur seul, et c'est bien à l'évocation de hordes sauvages et déchaînées, prêtes à toutes les abjections et quasi sur le point de fondre sur la ville qu'il sera fait appel pour justifier le recours à la loi sur le couvre-feu, et décréter l'état d'exception. Une situation exceptionnelle, dont il n'avait plus été question en France depuis la guerre d'Algérie. Une situation qui révèle à son tour un rapport particulier, qui s'établit entre d'un côté celui qui décide de la loi, de l'autre ceux auxquels elle s'applique. Un rapport implicite, ambigu, obscur. Basé sur une symétrie de pouvoir, un acte d'extraction. L'état d'exception ne pouvant être décrété que d'une position elle-même d'exception : « La structure du ban tient à deux extrémités, qui se répondent. Il y a d'un côté le "paradoxe du souverain" : pour décider de ce qu'est la loi civique, la loi des hommes

*normaux de la Cité, il faut que le souverain soit lui-même hors la loi, "au-dessus des lois". Ce paradoxe a un complément symétrique, qui est, à point nommé, la "structure du ban" : il faut désigner celui pour qui la Loi est intégralement suspendue, le ban-dit, le hors-la-loi, le paria. » Ainsi « le souverain est celui qui désigne l'exception à qui la loi ne s'applique pas, l'assignant à ce qu'on appelle l'état d'exception. Il doit avoir ce ban pour repère, afin de pouvoir définir ce qu'est la loi pour les citoyens "normaux". Il y a donc toujours un geste hors la loi qui définit le souverain, et le lie obscurément au bandit : pour décider de ce qu'est la loi, il faut se considérer comme en dehors d'elle. »*

Aujourd'hui, le Président de la République, en la personne de Nicolas Sarkozy, est l'incarnation politique et médiatique du souverain. Celui qui décide pour qui la loi est suspendue. Qui pour ce faire s'en extrait, se reliant ainsi au bandit. Or il n'en est *que* la forme la plus aboutie. Bien au-delà de sa personne propre, c'est dans ce que Belhaj Kacem appelle "la démocratie médiatico-parlementaire" que s'incarne avant tout ce lien. Ainsi que dans le système qui la soutient, un système dont les contours ne sont pas clairement définis, dilués qu'ils sont dans un maillage d'ambitions personnelles, d'intérêts communs, de positions à préserver et de privilèges à défendre. Tout ce qui fait généralement "l'ordre établi", ses réseaux d'influence, sa déclinaison en strates, ses ramifications diverses. Et le chapelet des manipulations qui lui sont familières : *« Jamais censure n'a été plus parfaite. Jamais l'opinion de ceux à qui l'on fait encore croire, dans quelques pays, qu'ils sont restés des citoyens libres, n'a été moins autorisée à sa faire connaître. Jamais il n'a été permis de leur mentir avec une si parfaite absence de conséquence. On peut publier un roman pour préparer un assassinat. Rien n'est plus facile que de déguiser des policiers en artistes. On fait la réputation de romanciers-policiers, de comiques-policiers, de journalistes-policiers, de philosophes-policiers. C'est la première fois de l'Histoire qu'on complot, sans cesse, en faveur de l'ordre établi, parce qu'il n'a plus de dehors. Ce complot est devenu si dense qu'il s'étale quasi au grand jour. »*

Difficile de contester le fait que toutes les voix n'ont pas droit au chapitre. Que celles qu'on entend résonnent d'une teneur singulière. Et que, si une voix se fait dissonante, elle n'est pas traitée exactement de la même manière. Il m'arrive régulièrement de sourire, quand j'entends aujourd'hui tout ce que la radio ou la télévision comporte de chroniqueurs, journalistes, animateurs, experts et invités de tous poil s'entendre sur la nécessité absolue de recadrer et "moraliser" le capitalisme, alors qu'il y a moins de six mois, c'est-à-dire juste avant la crise, quiconque aurait osé un tel diagnostic se serait vu traité sur le champ de bolcho-stalinien ou d'anarcho-rêveur ! Difficile aussi de reconnaître dans la manipulation généralisée des opinions, dans l'étouffement ou la stigmatisation systématique de l'opposition au dogme, les principes fondateurs de la démocratie et de la République tels que la France les a imposés à la Révolution, et tels *« qu'ils se prétendent répétés dans le monde occidental tout entier »*.

Quoi qu'il en soit, le lien obscur qui unit le bandit et le souverain à quelque chose à voir avec celui, de fond, qui relie les événements d'Outre-mer et les émeutes en banlieues. Non que les Territoires d'Outre-Mer aient été décrétés à proprement parler hors-la-loi, comme un genre de parias ou de bandits territoriaux, mais plutôt relégués *en-dehors* de celle-ci. Ils correspondent en ce sens à cette définition du ban, celle d'un *« endroit étatique où la loi est suspendue pour quelques-uns »*. L'état d'exception consistant ici

en la non application de certaines de ces lois, comme par exemple celles interdisant les situations de monopole.

Ainsi, toute l'essence consommée aux Antilles provient d'un seul fournisseur, la SARA (Société Anonyme de la Raffinerie des Antilles) qui peut gonfler les prix du carburant selon son bon vouloir. Le préfet devant valider ces prix, c'est bien l'Etat qui valide et entretient ce système, au détriment des Territoires et de leurs populations. Il en va de même dans le domaine de la grande distribution, où le système d'approvisionnement est concentré entre les mains de quelques importateurs, qui maintiennent une totale opacité sur les prix. L'ensemble des importations et des exportations est donc géré par un très petit nombre de sociétés, qui fixent elles-mêmes les prix qu'elles veulent. Des prix généralement excessifs (en Guadeloupe, les produits de première nécessité reviennent en moyenne 30 à 40 % plus chers à l'achat qu'en métropole ; ce qui devrait normalement changer avec les accords récemment signés). Le résultat est une vie extrêmement chère, doublée d'importantes disparités sociales. Le racisme à l'embauche, de même que l'impossibilité pour la plupart des Guadeloupéens d'accéder à des postes d'encadrement, a ainsi été très clairement pointé par le LKP (pour *Liyannaj Kont Pwofitasyon* : Collectif contre l'exploitation outrancière, rassemblement de 49 organisations syndicales et associations guadeloupéennes). Selon Catherine Taubira, le problème de la captation du pouvoir économique par les "békés" (terme désignant, dans les Antilles françaises, un habitant descendant des premiers colons esclavagistes) est né de la traite, et a été installé quand l'Etat a indemnisé les propriétaires d'esclaves au moment de l'émancipation : *« C'est un problème social et historique. [...] Les leaders du collectif LKP ne sont pas des racistes anti-Blancs. Ils exposent une réalité sans prendre de précautions oratoires: une caste détient le pouvoir économique et en abuse. Cette puissance est encore plus importante en Guadeloupe qu'en Martinique, même si elle se voit moins. Là, on frôle l'apartheid social : j'ai vu, en Guadeloupe, un lotissement entouré d'immenses clôtures, uniquement peuplé de Blancs. En Martinique, les békés possèdent d'immenses propriétés alors que la terre est inaccessible pour la majorité des Martiniquais. En Guyane, les richesses sont concentrées dans les mains de quelques-uns mais il n'y a pas de problème de couleur de peau, car la société est plus métissée, les descendants de colons se sont mariés avec des Guyanais. »*

La Guadeloupe, la Martinique ou la Guyane ressemblent alors à des territoires spoliés, abandonnés aux positions de monopole et à la concentration du pouvoir économique. Condamnés à l'emprise d'une communauté sur toute la population. Jetés en pâture à quelques sociétés, quelques familles qui profitent depuis longtemps des largesses et de la protection de la République. Des endroits étatiques "où la loi est suspendu pour quelques-uns". Livrés "à la merci de qui les abandonne". Des territoires oubliés, sacrifiés, bannis. Relégués au ban.

**Les événements d'Outre-Mer et les émeutes en banlieues se rejoignent en ceci : dans les deux cas, le ban s'est révélé. Dans les deux cas, le ban s'est exposé. Or Belhaj Kacem souligne à quel point le ban et le "paria" qui le compose ont le « monopole du réel », comment les dignes représentants de « cette ennemie jurée de la droite extrême : la "pensée 68" », à savoir Deleuze et Foucault, l'avaient bien compris, eux qui ont « tenté de penser cette "figure du Dehors",**

*chez les fous, les délinquants, qui étaient, selon l'expression de Foucault, "mis à l'intérieur de l'extérieur"» et qui n'ont –« tout comme Marx, Freud ou Bourdieu » – jamais chercher à penser autre chose. Ainsi cette « mauvaise "pensée 68" » nous a-t-elle appris qu'il n'y a « rien de plus urgent à penser aujourd'hui, de plus dense et de plus profond philosophiquement, que ces figures-là ». En cela même que leurs situations enveloppent « nos conditions tout entières ».*

Sans bien sûr négliger les conditions sociales, d'exaspération et de malaise liées à leurs situations particulières, les Territoires d'Outre-Mer et les banlieues ont participé à mettre à jour quelque chose de plus profond. Une situation générale, mise en relief par l'exposition de situations spécifiques. Par la réaction épidermique ou la contestation sociale. Par le débordement de la colère et la volonté ardente de s'exprimer. Qui témoignent d'une forme de démocratie et de son évolution. Une forme de démocratie qui ne permet aucune participation effective du citoyen (alors que, du moins jusqu'à l'arrivée d'Yves Jégo, Secrétaire d'Etat chargé de L'Outre-Mer – et selon l'auteur du blog guadeloupéen *Chien Créole* \*\* –, les premières étapes du mouvement auraient permis des scènes de "dialogue citoyen" plutôt rares entre employés, syndicats, élus, patrons...). Une forme de démocratie qui ne consiste plus qu'à passer de temps en temps par l'isoloir. Une forme de démocratie qui se limite « à écouter, de l'oreille du sourd, ceux qui représentent la volonté générale, en étant élus comme si les distances, entre les hommes, étaient beaucoup plus grandes, sur la terre, qu'à l'époque des carrosses et des chevaux ; ou cooptés médiatiquement, selon des critères aussi ridicules et inconsistants que le droit divin que justifiait, naguère encore, la royauté. » Une forme de démocratie où la volonté générale, celle du peuple, censée s'exprimer au travers de ses élus, peine de plus en plus à se faire entendre. Car il semble bien qu'on soit passé d'une démocratie de *représentation*, à une démocratie de *substitution*. A ce stade, le politique représente moins qu'il ne se substitue. Il n'y a qu'à considérer pour s'en convaincre l'entourloupe de la ratification du traité européen, où l'on a fait appel, après le "non" du référendum, à la voie parlementaire pour contourner la volonté du peuple, c'est-à-dire à *ceux-là mêmes* – et élus par lui ! – qui sont censés le représenter.

**C'est alors le citoyen, et le peuple qu'il compose qu'on repousse au ban. Toujours manipulée, au besoin négligée, sa voix ne compte plus. Pour qu'on ne l'entende pas, il suffit qu'on ne veuille pas l'entendre. Or pourtant il est là. A la fois maintenu sous influence et ignoré. A l'intérieur et à l'extérieur. Inclus et exclu. *Citoyen sacer*. Homme du ban. Dont la situation "enveloppe nos conditions tout entières". Et révèle que « *ce ne sont pas les banlieues [ou les Territoires D'Outre-Mer] qui sont des bans, mais désormais la France tout entière qui est le ban du médiatico-parlementaire.* »**

Voilà pourquoi les événements récents m'ont remis le livre de Belhaj Kacem entre les mains. Tout comme l'avaient fait les émeutes en banlieues, c'est également l'exposition *de ce ban-là* qu'ont permis les mouvements sociaux aux Antilles. Où le centre s'est vu interpellé par la périphérie. Où la périphérie l'a renseigné sur l'état de sa structure. Sur celui de son évolution. Le tour de son

**délabrement, la nature de son espace idéologique et de sa démocratie souffreteuse.**

\* Mehdi Belhaj Kacem, *La psychose française*, Gallimard, avril 2006.

\*\* Blog de Frédéric Gircour : <http://www.chien-creole.blogspot.com>

**2 février 2009**

Souvent, lorsqu'on m'en demande les raisons, je réponds que j'ai choisi d'arrêter de travailler pour me consacrer entièrement à l'écriture. Ceci dit par commodité. Pour aller vite et éviter de passer des plombes à expliquer le pourquoi du comment, alors que la plupart du temps et malheureusement les circonstances ne s'y prêtent guère.

En vérité, les raisons de ce choix précèdent de beaucoup l'écriture. Survenant dans des circonstances un peu particulières, à une période où j'ai ressenti le besoin de faire ce que je n'avais pas fait jusque-là, c'est-à-dire mener une réflexion en profondeur, sans concessions, sur ce qu'on pourrait appeler mon "positionnement humain". Je devais m'accorder le temps de me remettre en question, j'en ressentais l'urgence, afin de réellement me situer par rapport au monde. Essayer de le comprendre plutôt que continuer à le subir. L'interroger à travers moi, et moi à travers lui, plutôt que traverser l'existence en cécité volontaire, conscient de passer à côté mais détournant les yeux.

L'éveil fut alors difficile, et la remise en question douloureuse. Elle concernait tout de même presque trente ans de ma vie. Trente ans sur lesquels je finissais par poser un regard assez peu complaisant. Alors forcément, ça bouscule ! Je me suis d'ailleurs retrouvé pendant quelques mois dans un état de trouble et de fragilité extrême.

Mais cette remise en question, que je savais indispensable, s'avéra plus que bénéfique : un véritable tournant. Je réalisais combien jusqu'ici j'avais été négligent. Combien, pour des raisons de tranquillité et de confort illusoire, je m'étais résigné au simulacre. Combien je m'étais appliqué à ignorer l'évidence, celle-là même qui finissait par passer en force et s'imposer à moi : le plus clair de mon temps, je l'occupais à faire semblant.

Faire semblant de tenir mon rôle. Faire semblant de jouer le jeu. Faire semblant d'être là, de m'y sentir à ma place et d'y croire. Semblant d'être moi. Semblant d'être en accord avec ce qu'on attendait de moi. Sans ambition particulière, mais résolu à

donner l'image rassurante, conformiste et policée qui m'était réclamée. Alors qu'en réalité je me sentais vide. Ecrasé, indigent, complice. Passif et contraint. Lâche et con. Ne vivant qu'à demi (et encore !), préposé au mensonge, acteur d'une imposture manifeste et quotidienne. En tout cas loin d'un essentiel que je pressentais, mais qu'il me restait encore à définir.

Bref, je faisais semblant. Du moins j'essayais. L'échec était pathétique. La tentative aussi. Je le réalisais amèrement. Brutalement. Grosse claque !

Heureusement, toute ombre révèle sa part de lumière. Ce qui était en contre-jour m'est alors apparu, les choses et les événements commencèrent à s'éclairer autrement. Je libérais mes émotions, mes doutes, mes angoisses. J'osais les regarder en face, m'autorisant enfin ce soulagement. Je m'envoyais par le fond, j'y retrouvais l'élan, l'envie, le désir, le sensible et le plein de l'instant, cet autre rapport au temps. J'allais au devant de mes aspirations les plus lointaines et secrètes. Petit à petit j'écartais ce qui ne trouvait plus sa place, pour laisser libre cours à tout ce que j'avais ignoré, refoulé avec soin. Tout ce dont je m'étais coupé et expliquait ce sentiment diffus de mutilation, qui ne me quittait pas, ou alors bien peu, et que je ressentais intensément et pesamment sitôt que je me trouvais dans mon environnement professionnel.

Et puis ce sentiment de gâchis. De non-sens. D'insignifiance. Ce quelque chose en moi qui résistait. L'impression tenace que la vie, non, décidément : ce n'était pas ça.

A propos de l'orientaliste Jacques Berque, Jean Sur a écrit : « *En lisant Jacques Berque, le sous-développé que j'étais réapprenait un pays intérieur, une présence parmi les autres, retrouvait des mouvements de l'enfance scellés par le conformisme social, s'essayait à sentir, retrouvait le désir, l'encore et le davantage, le plus et le trop, l'erreur et le vertige. Autre chose aussi, et du même mouvement : la fraternité première des gens qui ont le bonheur de chercher leurs signes vrais. Et aussi le regard neuf qu'ouvre cette fraternité-là, et le goût de réfléchir qu'elle cheville non pas dans la boîte crânienne mais au cœur de la chair.* »

Ce *pays intérieur*, c'est celui que je découvrais. Certes d'une manière moins fulgurante, avec le temps, à ma façon. Mais cette remise en question, que j'ai en définitive moins choisie qu'elle ne s'est imposée à moi, me permettait d'en accoster les rivages. L'écriture s'avérant alors un moyen d'accoster autant que de témoigner, entre autres choses, de l'étendue des espaces qui s'ouvrent devant moi.

Plutôt que devant, je devrais dire "dedans" : "*Derrière les yeux y'a des falaises / Bien plus chouettes que celles de devant*", comme dit l'autre. Ces paysages, par paresse et ignorance je les ai longtemps négligés. Mais à présent c'est terminé, ils sont devenus mes points d'ancrage, mon oxygène et ma destination prioritaire. Ils sont images, émotions, l'essentiel de ma richesse et le cœur de mon bivouac. J'aime m'y perdre autant que m'y retrouver. J'habite un monde et c'est moi.

10 novembre 2008

Une lecture attentive, dans le détail, de quelques-uns des documents, dépliants, prospectus ou affiches dont le flot nous submerge, censés nous vanter les mérites de tels produits, initiatives ou entreprises peut s'avérer instructif. Il est intéressant de repérer ce sur quoi on insiste, les points mis en avant, et surtout la manière dont ils le sont. Le choix des mots n'est jamais neutre, et c'est là l'obstacle inévitable, l'élément vulnérable, le talon d'Achille d'un environnement décomplexé et *communicant* : à trop vouloir se vendre, on finit par se dévoiler.

J'en veux pour preuve les 3 grands panneaux (d'environ 5 mètres sur 2) qui ont recouvert pendant plusieurs semaines la façade des locaux administratifs de l'Université d'Auvergne, à Clermont-ferrand.

Conçus à l'occasion des 15 ans de l'IUP *Management et Gestion des Entreprises*, l'une des formations phares de l'établissement, ils s'affichaient grandiloquents et fiers de compter "plus de 500 entreprises partenaires et 11 antennes à l'étranger". C'était, avec l'annonce d'une journée de tables rondes sur la formation et l'emploi en Auvergne, la principale information du panneau de gauche, celui de droite permettant de localiser, carte à l'appui, les antennes en question (attention délicate s'agissant de villes comme *Tchernivtsi, Karkhiv, Vinnitsa* ou *El Jadida*).

Afin qu'on mesure bien la portée du bonheur extatique que procure l'obtention d'un diplôme de l'IUP, le panneau central présentait les visages épanouis de "Cécile, consultante en logistique et performance industrielle, titulaire d'un Bac + 5 ; Xavier, directeur de PME, titulaire d'un Bac + 5 ; Safia, Chargée de développement commercial, titulaire d'un Bac + 3." Les postes et leurs intitulés faisaient déjà rêver, la mention « Made in UdA » accolée aux photos (« UdA » pour Université d'Auvergne, reproduit exactement comme les « Made in USA » qu'on peut trouver sur les articles importés des *states*) rappelant à qui étaient dûs ces destins oniriques. Tout comme le slogan, la formule offensive et coup de poing qui ponctuait l'ensemble, et présentait l'UdA comme le "premier fabricant de professionnels en Auvergne."

Une université... qui s'affiche comme un *fabricant* de professionnels...

C'est là l'exemple type de ces argumentaires, outils de communication faits de formules et de phrases chocs qui voudraient dire une chose, mais qui en même temps et malgré eux en disent une autre. Ici la manière toute particulière qu'a l'Université d'Auvergne de considérer ses étudiants : un genre de marchandise, savamment fabriquée, bientôt disponible et prête pour le marché.

Une matière première, dont on peut aisément comprendre que les compétences à venir relèveront plus d'un processus de fabrication que d'un réel parcours de formation.

Un stock à renouveler, un produit manufacturé, de l'outillage prêt à l'emploi.

Et surtout : « Made in UdA » !